

SHORT NEWS

Drôle de boursier

Devient-il de plus en plus difficile, voire risqué, d'exercer son mandat de député (ou son métier de journaliste, voir Thema page 6) au Luxembourg ? En été dernier, l'ancien ministre de l'Economie Jeannot Krecké avait déposé une plainte à l'encontre du promoteur Guy Rollinger et du député libéral Claude Meisch. En cause, les insinuations de corruption de Meisch à l'encontre de Krecké, ainsi que les dires enregistrés et rendus publics où Rollinger affirme que Krecké l'aurait menacé de lui « briser la nuque » s'il ne laissait pas tomber son projet à Wickrange. Face à la gravité d'une telle accusation, l'on peut comprendre que Krecké ait voulu saisir la justice. D'un autre côté, l'obstination de la majorité de refuser une enquête parlementaire n'a fait qu'entretenir un flou malsain rendant compliqué le travail des députés de l'opposition. Finalement, le parquet a décidé de laisser tomber la plainte contre Rollinger à cause du caractère privé de la discussion enregistrée. Et l'argumentation avancée par l'avocat de Krecké, Pol Urbany, selon laquelle l'immunité d'un député serait circonscrite à la tribune du parlement, laisse pantois. Quant au député vert Bausch, dont on a appris qu'il est cité à comparaître dans ladite affaire, il s'est fendu d'une lettre au procureur général d'Etat, lui demandant quelles sont les motivations qui l'ont poussées vers cette action.

Le musée entre en résistance

Frank Schroeder, le chargé de direction du musée de la Résistance à Esch, a dû s'étouffer en regardant le « Top Thema » diffusé par la télévision RTL, ce lundi 7 janvier. En effet, un reportage sur la « mafia des mendiants » y était diffusé, et dans cette contribution, aucun cliché sur les roms n'a été épargné. Alors que les policiers essaient du moins de se retenir un peu, c'est le bourgmestre de la capitale qui s'y donnait à cœur joie, qualifiant les mendiants de « bandes de criminels » bien organisés, qui feraient dans la traite d'enfants et de filles. Manquerait juste qu'il leur reproche d'enlever et de manger les enfants luxembourgeois. En tout cas, aucun effort n'a été entrepris pour amener des nuances dans ce sujet très complexe, où tout n'est pas rose. Dans ce cas, un tel reportage ne peut qu'empoisonner encore plus une opinion publique déjà très remontée contre la population rom. C'est exactement ce que Schroeder regrette dans un communiqué envoyé à la presse mercredi : de ne pas laisser la parole aux mendiants, de ne pas essayer de comprendre leur situation. Car personne ne se retrouve à la rue par choix - trop souvent, c'est le destin qui vous y amène.

Forum 325: Presse und Macht, Kirche und Geld

Zähneknirschend und mit äußerst knapper Mehrheit hat der hauptstädtische Gemeinderat „ein letztes Mal“ eingewilligt, das Defizit der Kirchenfabriken der 100.000-Einwohner-Stadt zu decken. Fast eine halbe Million Euro. Die Zeitschrift Forum widmet der „Trennung von Kirchen und Gemeinden“ ein 30-seitiges Dossier. Obwohl die Antwort auf die Frage, inwiefern Staat und Gemeinden überhaupt für die finanziellen Belange der Kirche(n) aufkommen sollten, weniger eindeutig, als von der Forum-Redaktion anfangs gedacht, ausgefallen ist, zeigt gerade die Position des Generalvikars eine interessante Perspektive auf: Die Kirche sei genauso zu behandeln wie andere Akteure der Zivilgesellschaft. Eine metaphysische Begründung gibt es also nicht (mehr). Das gleiche Geld für alle demnach? Schade nur, dass gerade Krise ist und die restliche Zivilgesellschaft vorerst wohl nur moralischen Anspruch auf Gleichbehandlung haben wird ... Forum widmet sich aber auch dem in letzter Zeit auflebenden „Enthüllungsjournalismus“ in Luxemburg. Dabei kommen drei JournalistenkollegInnen zu Wort, die sich in den Affären Wickringen/Cargolux/SREL kräftig eingemischt haben. Sie berichten über die Grenzen ihrer Arbeit und die Versuche der Politik und der Mächtigen, unliebsame Dinge zu vertuschen. Eine weiteres Thema ist die Schule - die sowohl aus historischer als auch aktueller Sicht beleuchtet wird.

AKTUELL

DROIT A L'INFORMATION

Juncker se fait transparent

Luc Caregari

Jean-Claude Juncker s'est enfin résolu à appuyer un droit à l'information pour tous. Pourtant, même le projet de loi sur lequel il entend s'appuyer est très critiqué.

On n'y croyait plus. Les journalistes qui avaient fait le déplacement à l'annuel pot de nouvel an que leur dédie le premier ministre ont dû croire rêver, en entendant Jean-Claude Juncker évoquer la loi tant attendue sur le droit à l'information. Une loi qui ne serait pas uniquement conçue pour les journalistes, mais qui garantirait à tout le monde le même accès aux informations détenues par les administrations étatiques et communales.

Ce qui étonne dans cette proposition, c'est qu'elle vient de la bouche de la même personne qui jusqu'ici refusait catégoriquement toute avancée dans cette direction. Alors que le Luxembourg est avec Malte et Chypre le seul pays européen à ne pas disposer d'une telle loi et qu'au niveau international, il se retrouve aussi isolé : même la Turquie, un Etat pas vraiment connu pour ses largesses en matière de démocratie, dispose d'une telle législation. Dans ce sens, le retard accumulé par le grand-duché dépasse même celui dont il a l'habitude quand il s'agit d'adapter les lois et d'introduire, voire de réglementer, des nouveautés. Donc, ce petit pas pour Juncker pourrait être le début d'une réelle révolution copernicienne dans la société luxembourgeoise. Car non seulement une bonne loi sur l'accès à l'information serait un très bon outil de travail pour les journalistes, qui trop souvent se heurtent au mutisme des administrations lorsqu'ils enquêtent dans des dossiers sensibles, mais le citoyen en profiterait aussi. Cela consisterait en un véritable retournement de situation : en cas de conflit avec une administration, celle-ci ne pourrait plus se cacher derrière son mur de silence, mais serait au moins contrainte à partager ses informations. Un grand changement de mentalité sera nécessaire chez les fonctionnaires luxembourgeois, pas tous connus pour leur amabilité et leur volonté de coopérer avec leurs « clients ». Jusqu'ici, seulement des



Après son retour au pays, Juncker s'attaque à la transparence.

informations concernant l'environnement pouvaient être diffusées. Et encore, l'ONG Greenpeace a dû engager une bataille juridique pour que le ministre Krecké consente enfin à lui donner les détails de l'étude sur les réseaux Cegedel de 2005.

Révolution copernicienne

Pourtant, on en est toujours très loin, alors que les différentes tentatives d'adapter le Luxembourg aux standards internationaux en matière démocratique ne datent pas d'hier. Un premier projet de loi avait déjà été déposé par le socialiste Alex Bodry en 2000. A force d'attendre, le projet a été écarté. Une seconde chance aurait pu être prise lors du renouvellement de la loi sur la presse en 2003, mais malheureusement, personne - même pas la presse - n'avait pensé à introduire un article garantissant un accès à l'information. Puis, quelques années plus tard, le ministère d'Etat a envoyé au conseil de presse un avant-projet de loi sur l'accès à l'information. Mais ce dernier l'a retoqué unilatéralement en l'appelant même une « loi de désinformation », comme l'écrivait la journaliste du Land Ines Kurschat dans une contribution au magazine forum en juin 2011. Le hic, c'est que ce soit bel et bien cet avant-projet de loi sur lequel Juncker entend se baser. Il faudra alors un lobby fort qui unirait journalistes et citoyens pour l'en empêcher et de forcer le gouvernement à instaurer une loi garantissant l'accès aux informations digne de ce nom. La bataille ne fait que commencer.

PHOTO: SIP